



TRIBUNAL INTERNATIONAL DES ÉVICTIONS

(Milan, Italie, 9-10 octobre 2014)

Informations générales

1. Pays CAMEROUN
2. Ville BAMENDA
3. Localité / quartier BANJA / Mamada Hill
4. Communauté ou noyau familial menacé d'expulsion Populations Mbororos de Mamada Hills

Description du cas d'expulsion forcée

5. État de l'expulsion forcée 1 (a déjà eu lieu)
6. Historique et antécédents du cas Depuis fin 2013, l'Archidiocèse de Bamenda menaçait d'expulsion une communauté Mbororo installée à Banjah par Bamenda, depuis 1904, pour construire une université. L'Archidiocèse de Bamenda et son Université affirment avoir versé près de 100 000 000 F CFA de compensation aux communautés pour acquérir de nouveaux espaces, tandis que les Mbororos affirment n'avoir reçu le moindre centime. La menace s'est précisée le 20 Janvier 2013, suite à une lettre de l'Archévêque de Bamenda, menaçant de démolir les maisons sur le site. Finalement, trois bulldozers escortés par des gendarmes armés, ont pénétré les lieux le 3 Avril 2013 et ont détruit toutes les habitations sur le site, y compris la Maison du Chef de la communauté, laissant la communauté Mbororo sans logements. A l'époque, nous avons, en début mars, publié une déclaration mise en copie dans ce formulaire, donnant la position du RECODH devant cette situation.
7. Estimation du nombre de personnes affectées (en chiffres). Proportion du nombre de femmes et enfants parmi elles? 300 personnes dont 48 hommes, 56 femmes, 100 jeunes et adolescents et 94 enfants
8. Quelles sont les raisons motivant l'expulsion, officielles et officieuses? Construction envisagée d'Une Université Catholique.
9. Principaux faits survenus en lien avec l'expulsion (dates et heure) Destruction de l'habitat des Mbororos le 03 Avril 2013 Décès de la femme du Chef Mbororo le 10 Avril 2014 Sit - in au Siège de l'Archevêché et chez le Gouverneur
10. Quels sont les dommages subis? Plus de 40 cases détruites, réparties sur 14 hammeaux
11. En quoi les femmes et les enfants sont-ils particulièrement affectés par l'expulsion? Destruction de l'habitat Insécurité
12. Quelles sont les autorités planifiant et/ou procédant à l'expulsion? Archévêque de Balmenda Délégué régional des domaines et affaires foncières

Mesures prises et suivi

13. Les personnes expulsées ou menacées d'expulsion sont-elles soutenues par des organisations locales, nationales, internationales? si (oui: lesquelles ?)

Le rapporteur spécial des nations unies sur les populations autochtones a fait une communication à propos. De même, International Land Coalition a fourni un appui de USD 10 000 dont 3000 pour l'appui juridique et 7000 pour l'appui en matériaux et semences diverses.

14. Quelles mesures ont été prises par les personnes expulsées ou menacées d'expulsion et /ou par les organisations qui les soutiennent pour empêcher l'expulsion? Elles ont pris un avocat qui a, en plus des demandes d'invalidation au tribunal, a saisi le Premier Ministre à propos.

15. Quelles mesures ont été prises par les personnes expulsées ou menacées d'expulsion et /ou par les organisations qui les soutiennent pour réduire ses effets? International Land Coalition a fourni un appui de USD 10 000 dont 3000 pour l'appui juridique et 7000 pour l'appui en matériaux et semences diverses.

16. Quelles mesures ont été prises par les personnes expulsées ou menacées d'expulsion et /ou par les organisations qui les soutiennent pour obtenir des réparations? Les acteurs attendent les deux décisions pendantes au tribunal de grande instance et le tribunal administratif. Une plainte pour demander des réparations est prévue

17. Les personnes expulsées ou menacées d'expulsion et les organisations qui les soutiennent ont-elles eu la possibilité de proposer des alternatives à l'expulsion? no (non)

18. Quelles alternatives ou solutions possibles ont-été proposées par les autorités locales ou nationales aux communautés/personnes concernées? Un déplacement vers un site incertain dans un autre département, peu propice à l'élevage.

19. Quelles sont les stratégies et mesures déjà mises en place ou prévues pour faire face à la situation et/ou se prémunir d'expulsions ultérieures? L'Archidiocèse s'est déjà retiré du processus.

20. Pouvez-vous préciser de quoi il s'agit et quand cela aura lieu: jour, mois, année? Il reste juste que cela soit confirmé par une ordonnance du juge administratif.

Personne entrant les informations

21. Nom et prénom ZEBAZE Joseph Désiré

22. Position Secrétaire Permanent (RECODH) et Coordonnateur de a Stratégie Nationale d'Engagement sur la Gouvernance Foncière au Cameroun (International Land Coalition/MBOSCUDA)

23. Organisation Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme (RECODH) et Association pour le Developpement Socioculturel des populations Mbororo (MBOSCUDA)

24. Adresse B.P.: 5397 Yaoundé

25. Pays Cameroun

26. Téléphone 00237 77 43 63 39

27. E-mail zebyjodes@hotmail.com

28. Site internet www.recodh.org ou www.mboscuda.org

29. Langue de référence Français

Documents (télécharger)

31. Vidéos Nessun file multimediale disponibile.

32. Photos Nessun file multimediale disponibile.

33. Fichiers Nessun file multimediale disponibile.

Conditions de publication

34. Acceptez-vous que ces informations soient rendu publiques? si (oui)

35. Accepteriez-vous de témoigner publiquement lors de la quatrième session du Tribunal International des Évictions (Milan, Italie, 9-10 octobre 2014)? si (oui)